

J'ai honte : Hollande, au nom de la France, fait la guerre à Israël et finance ses ennemis

écrit par Jack | 16 avril 2017

La France mène une guerre de Délégitimation contre Israël

14 avril 2017 par [Yves Mamou](#)

Traduction du texte original: [France's War to Delegitimize Israel](#)

<https://fr.gatestoneinstitute.org/10206/france-delegimation-israel>

La France, par la voix du ministre des affaires étrangères, affirme officiellement qu'elle milite pour une paix juste et des frontières sûres et reconnues au plan international pour Israël. Mais en sous-main, la France finance des ONG ouvertement hostiles à l'Etat hébreu. (Photo): Le président François Hollande (droite) accueille le Premier ministre Israélien, Benjamin Netanyahu, à Paris le 11 janvier 2015. (Image source: Thierry Chesnot/Getty Images)

Outre l'étiquetage des produits alimentaires en provenance des implantations israéliennes, la France apporte un puissant soutien financier aux organisations qui prônent le boycott des produits israéliens.

Officiellement, la France interdit toute forme de boycott contre Israël. En 2015, la [Cour de cassation](#) a confirmé une décision de 2013 de la cour d'appel de Colmar qui avait condamné 14 militants du mouvement Boycott, désinvestissement,

sanctions (BDS) à [28 000 euros de dommages et intérêts aux parties civiles](#) et à une amende de 1 000 euros avec sursis pour chacun d'entre eux. Il leur était reproché d'avoir, en 2009 et en 2010, appelé au boycott des produits israéliens au magasin Carrefour d'Illzach, près de Mulhouse (Haut-Rhin).

Mais les apparences peuvent être trompeuses. Une [étude minutieuse](#) publiée en janvier 2017 par [NGO Monitor](#), une association qui organise une veille sur le comportement des ONG, révèle que le gouvernement français a un double discours. D'un côté, la justice (certes indépendante) sanctionne les boycotteurs, mais de l'autre, **l'Etat finance discrètement des ONG ouvertement hostiles à Israël et d'autres associations qui soutiennent et promeuvent des campagnes de boycott contre Israël.**

Le soutien financier du gouvernement français concerne :

- La campagne « *Made in Illegality*, » dont [La Plateforme des ONG françaises pour Palestine](#), [La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme](#) (FIDH), et le syndicat CGT sont partenaires. Au-delà de la **décision de novembre 2016 de promouvoir l'étiquetage stigmatisant des marchandises** israéliennes produites dans les territoires disputés ('les « colonies ») et commercialisées en France, le gouvernement finance les partisans du boycott pur et simple.

[Les objectifs de « *Made in illegality* »](#) sont « d'interdire l'importation des produits des colonies, » « d'exclure les colonies des accords bilatéraux et de coopération avec Israël, » « d'exclure les entreprises actives ou installées dans les colonies des marchés publics et des appels publics d'offres... ». Ce qui revient à exclure bon nombre d'entreprises israéliennes dont le siège est en Israël mais qui ont des filiales ou des comptoirs dans les implantations.

- A travers l'Agence Française de Développement (AFD) le

[gouvernement français](#) a subventionné la [Plateforme des ONG françaises pour la Palestine](#) à hauteur de [€46,560](#) en 2009, [€199,000](#) de 2011 à 2014, et [€225,000](#) de 2014 à 2017. Le [Conseil régional d'Ile de France](#) a donné lui aussi à cette même Plateforme, une subvention de [€62,000](#) en 2013, [€22,000](#) en 2014, et [€20,000](#) en 2015. [Claude Léostic](#), président de la Plateforme s'est vu refuser l'entrée en Israël, et a comparé Israël à l'Allemagne nazie «...Le peuple de France a résisté face aux barbares nazis...Mais vous avez souffert depuis plus de 40 ans, aussi incroyable que cela puisse être dans ce monde moderne, et cela après la Nakba ...».

Toujours selon NGO Monitor, l'Agence française pour le développement (AFD) a [subventionné des alliés de BDS](#) comme [l'Association France Palestine Solidarité \(AFPS\)](#) à hauteur de €139,550 entre [2012 et 2014](#). De son côté, le ministère des affaires étrangères a donné €36,500 en [2013](#), €53,000 en [2014](#), et €25,500 en [2015](#). L'AFPS justifie son boycott en ayant recours à la rhétorique de l'Holocauste : elle parle de la bande de Gaza en utilisant des termes comme « solution finale » et « camp d'extermination » en raison de la politique « criminelle » du gouvernement israélien. L'AFPS est activement engagée dans les campagnes de boycott de [BDS contre Israël](#) et utilise un vocabulaire enflammé – « [nettoyage ethnique](#) », « [apartheid](#) », et « [Stop à la chasse aux enfants Palestiniens !](#) »- pour évoquer les relations israélo-palestiniennes.

Selon NGO Monitor, l'AFD finance également des actions d'influence qui visent à fournir aux élus, aux médias et au public une « information adaptée » sur le conflit israélo-palestinien. C'est-à-dire une information généralement partielle, alignée sur les positions palestiniennes les plus dures et donc hostile à Israël. « [40% \(€225,000\) du projet de la Plateforme « Mieux agir pour le respect du droit en Palestine »](#) a été financée par le gouvernement français (AFD) » affirme NGO Monitor. Ces projets d'« information » ont été

menés en partenariat avec [Ittijah](#), une ONG israélienne dont le leader, Amir Makhoul, a été condamné à [9 années de prisons pour espionnage au profit du Hezbollah](#) durant la guerre du Liban de 2006. La Plateforme et Ittijah étaient déjà [partenaires en 2009 sur un projet financé en partie par le gouvernement français](#) (€43,560 au travers de l'AFD) alors que Makhoul était encore à la tête de l'organisation.

- **Nombre d'associations catholiques sont également très actives au sein de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine** et travaillent en étroite collaboration avec BDS (Boycott Désinvestissement, Sanction). Il s'agit de : Secours Catholique-Caritas France (SCCF); la Cimade; Pax Christi France; Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement–Terre Solidaire (CCFD).

Ces organisations catholiques sont elles-mêmes subventionnées par le gouvernement en raison de leur vocation caritative et redistribuent elles-mêmes diverses aides à des ONG anti-israéliennes. **La Cimade, une association catholique qui soutient ouvertement BDS et la campagne *Made in Illegality* a été dotée à hauteur de €4.3 millions en 2015.**

- L'ONG israélienne [Alternative Information Center](#) (AIC), a ainsi touché €14,950 en 2013 de la [Commission nationale consultative des droits de l'homme](#) et €19,970 en 2013, €4,975 en 2015, €12,960 en 2016 via [CCFD-Terre Solidaire](#).
- La Fédération international des droits de l'homme ([FIDH](#)), financée à hauteur de €6.6 millions en 2015 par diverses dotations gouvernementales européennes – et donc aussi françaises – apporterait ainsi un soutien actif aux campagnes BDS et met tout son poids d'organisation humanitaire dans des actions de délégitimation de l'Etat d'Israël. La FIDH accuse Israël de « punitions collectives », de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité ». **Son secrétaire général, Shawan Jabarin, élu en août 2016, est aussi le directeur**

général de [Al Haq](#), une organisation palestinienne très active dans le jihad judiciaire contre Israël et le soutien à BDS.

Shawan Jabarin, « a des [liens présumés avec l'organisation terroriste FPLP](#) et s'est vu [refuser l'obtention de visa de sortie par Israël et la Jordanie](#) » indique NGO Monitor. En 2007, la cour suprême israélienne a rejeté l'appel de Jabarin de se rendre à l'étranger déclarant que Jabarin est un « activiste du FPLP de haut rang... » « agissant apparemment à la manière du [docteur Jekyll et de Mister Hyde](#) ... », « PDG d'une organisation humanitaire une partie du temps... » et « activiste dans une organisation terroriste n'ayant pas renoncé au meurtre... » le reste du temps.

Le 20 Juillet, 2016, le Conseil international de la FIDH a publié un [communiqué de presse](#) de soutien à BDS. [Quelques mois plus tôt, en novembre 2015, la FIDH a salué la décision de la Commission européenne d'étiqueter les produits de colonies israéliennes, mais a appelé l'UE à « mettre fin à tous les échanges économiques et commerciaux avec les colonies israéliennes et de dissuader les entreprises d'investir, de maintenir et de profiter des relations économiques existant avec les colonies d'Israël » .](#)

Le gouvernement français soutient également les ONG (françaises et étrangères) engagées dans des campagnes pour [que les banques françaises cessent toutes relations avec les banques israéliennes](#) qui ont des succursales dans les colonies de peuplement. [Ce qui dans la pratique reviendrait à un boycott de toutes les grandes banques israéliennes. Les principaux protagonistes de cette campagne sont Al-Haq , la FIDH , le CCFD-Terre Solidaire et Association France Palestine Solidarité \(AFPS\).](#)

On pourrait multiplier les exemples. Mais ceux qui précèdent suffisent pour illustrer l'incroyable violence des mouvements ainsi financés par la France et le double discours de l'Etat

en France. Officiellement, la France milite pour la paix et la nécessité pour Israël de vivre en sécurité à l'abri de frontières sûres et reconnues au plan international, Mais en sous-main, le gouvernement de François Hollande exerce des pressions qui n'ont rien de diplomatiques à travers un réseau complexe d'ONG qui n'ont pas la paix et la sécurité d'Israël comme préoccupations premières.

Le gouvernement français supporterait-il que la Grande Bretagne finance des associations militant pour la libération de la Bretagne ou que le gouvernement espagnol contribue à l'action d'associations prônant l'indépendance du pays Basque français ? Non, il s'en inquiéterait et le ferait savoir.

Ces financements français que la patiente enquête de NGO Monitor a permis de mettre au jour, ne sont rien d'autres que des actions de déstabilisation. Autant il est juste qu'un pays critique la politique d'un autre s'il estime que des principes du droit international sont violés, autant ces financements d'ONG qui militent ouvertement – pour certaines – pour l'isolement économique et souvent pour la destruction de l'Etat d'Israël relèvent d'une hostilité de fond. Pour ne pas dire d'actions de guerre. Il est vrai que le soutien apporté par la France aux résolutions hostiles à Israël à l'Unesco et à l'ONU avait déjà fait tomber les masques.

(Yves Mamou journaliste et auteur est basé en France. Il a travaillé pendant deux décennies au journal Le Monde).